

Mgr Ouellet continue de soulever la colère

Radio-Canada – Société – 18 mai 2010

La controverse provoquée par les déclarations du cardinal Marc Ouellet en fin de semaine est loin de s'apaiser. Certains croient même que les propos du prélat font partie d'une action concertée de la droite pour remettre dans l'actualité le débat sur l'avortement.

Le cardinal Ouellet [a réitéré samedi](#) sa charge contre l'avortement dans un discours prononcé lors d'un congrès pro-vie à Québec.

Selon l'archevêque de Québec et primat du Canada, l'avortement doit être condamné et considéré « moralement » comme un crime. Il préconise l'adoption de lois pour protéger les foetus, et il estime que le recours à l'avortement est injustifié même pour une femme violée.

Mgr Ouellet a aussi félicité le gouvernement Harper pour sa décision de ne plus financer des services d'avortement dans les pays en développement.

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, s'inquiète de la multiplication de signes, comme [la recrudescence de manifestants devant les cliniques d'avortement](#), les manifestations devant le parlement, ou les projets de loi privés qui se succèdent à Ottawa, qui laisse présager, selon elle, une volonté de rouvrir le débat sur l'avortement.

« Ce qui est préoccupant, c'est que ce n'est pas juste un prélat perdu dans sa propre version des choses, mais il y a aussi au Canada une montée de la droite autour de cette question-là. J'en veux pour preuve les journées qui ont précédé les déclarations du cardinal Ouellet. Il y a eu à Ottawa une manifestation devant le parlement avec plein de députés qui osaient s'afficher alors qu'avant ils cachaient un peu de leurs intentions », dit-elle.

Les propos de Mgr Ouellet [ont aussi fait bondir en fin de semaine la classe politique québécoise](#), tout parti confondu ministre.

La ministre St-Pierre dénonce Mgr Ouellet

Lundi matin, c'est la ministre de la Condition féminine du Québec, Christine Saint-Pierre, qui a réaffirmé haut et fort le droit des femmes au libre-choix.

« Jamais on n'acceptera, nous les femmes, puis bien des hommes au Québec, de revenir aux broches à tricoter, jamais. Cette question-là, elle est réglée. C'est un choix qui est personnel. Je répète que ce que nous avons, nous, comme société, comme devoir, c'est de faire en sorte que les choses se fassent de façon sécuritaire », a-t-elle dit.

Selon la ministre conservatrice fédérale des Affaires intergouvernementales, Josée Verner, il n'est pas question qu'Ottawa recule sur la question et rouvre le débat sur l'avortement.

« C'est largement connu, moi je suis pro-choix. Je trouve qu'on ne doit pas laisser entendre qu'on devrait rouvrir le débat sur l'avortement. Il n'en est pas question, c'est inacceptable. De toute façon, la position du gouvernement ne change pas. Nous ne rouvrirons pas le débat sur l'avortement. »

Peu de voix se sont élevées pour appuyer la position du cardinal Ouellet, sauf peut-être Isabelle Bégin-O'Conner, de l'organisme Respect de la vie. « Il [Mgr Ouellet] ne cherche pas la criminalisation politique de la chose. Ce qu'il est obligé de répondre en toute vérité, c'est "est-ce que le fait d'enlever la vie à un autre être humain est un crime?" Il ne pouvait pas dire que ça n'en est pas un du point de vue moral ».

Selon elle, le débat sur l'avortement est loin d'être clos et ceux qui l'affirment sont antidémocratiques.

Et devant l'ampleur des réactions provoquées par Mgr Ouellet, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec a publié un communiqué, lundi après-midi, appelant à l'urgence « de recréer un climat de sérénité et de respect pour un dialogue public rationnel ».

L'Assemblée rappelle aussi la position du Vatican que « dès notre conception dans le sein de notre mère, nous sommes déjà tous et toutes un être personnel, infiniment précieux, qui est l'objet de l'amour inconditionnel de Dieu [...], une conviction [qui] n'est pas partagée par tous nos concitoyens et concitoyennes ».

Commentaire – 24 mai à 23h05

Quand on voit tout ce qui s'est passé ces derniers temps, je me demande vraiment si on est dans un pays démocratique.

- a) On n'a pas arrêté d'attaquer personnellement Mgr Ouellet, parce qu'il a osé s'exprimer publiquement, alors que lui n'a attaqué personne mais a parlé de l'acte lui-même qu'est l'avortement. Pourquoi tant de fébrilité? Cela n'enlève à personne la liberté d'agir selon sa conscience personnelle, ses valeurs et les circonstances qui entourent sa décision.
- b) Pourquoi faire tant d'esclandre autour des prêtres pédophiles (Oui, il y a des pédophiles dans l'Église mais il y en a aussi plusieurs ailleurs). Je vous suggère fortement de consulter les études statistiques sur le sujet et de vérifier le pourcentage des différents groupes

On constate par les réactions que :

1. Le sujet est loin d'avoir été complètement réglé comme certaines personnes le prétendent. Les gens ont besoin de s'exprimer encore et encore que ce soit ceux en faveur ou ceux contre l'avortement.
2. Toutes les femmes qu'elles soient pro-vie ou pro-choix veulent se faire entendre. Il serait inapproprié de faire taire celles qui ne partagent pas la vision des personnes qui ont le micro par leurs fonctions et qui décident pour les autres
3. Pour leur part, les hommes continuent aussi à s'exprimer et il ne faudrait surtout pas les exclure du débat, ni leur enlever le droit de parole en reproduisant les mêmes erreurs que certains d'entre eux ont commis dans le passé, d'autant plus qu'ils ont fait leur part dans la conception du fœtus et ont un rôle important à jouer pour soutenir leur femme.

Au lieu de jeter des pierres à qui que ce soit, peut-on essayer ensemble de faire évoluer le débat du pour ou contre l'avortement à celui du pourquoi tant d'avortement et du comment soutenir avant, pendant et après les femmes qui ont pris cette décision et qui souffrent après de traumatismes psychologiques sans oublier d'accompagner les femmes qui veulent garder leur enfant mais qui se sentent seules à faire face à cette décision, qui vivent possiblement des rejets ou des menaces de leur entourage, , ou qui n'ont tout simplement pas les moyens nécessaires pour faire vivre l'enfant à naître.

Si nous sommes plusieurs à penser qu'il faudrait aller dans ce sens, il s'agira de de déterminer le comment?. Nous aurons sûrement plusieurs recommandations à apporter afin que nos gouvernements ne pensent pas qu'en payant les avortements le sujet est réglé et clos.

Monique Khouzam-Gendron

En accord (32)

En désaccord (7)

source :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2010/05/17/003-St-Pierre-Ouellet.shtml>